



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-dix-huitième session
Rome, 9-10 avril 2003

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

POUR LE

PROJET D'APPUI À LA MICROFINANCE ET DE SOUTIEN TECHNIQUE

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
GLOSSAIRE	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur du microfinancement	1
B. Enseignements tirés de l'expérience passée du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Bangladesh	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	4
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	12
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	13
J. Faits novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO BANGLADESH (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU BANGLADESH)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	4
V. IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES (ARRANGEMENTS D'EXÉCUTION ET RESPONSABILITÉS)	6
VI. ORGANIZATIONAL CHART (ORGANIGRAMME)	12
VII. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	13

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Taka (BDT)
1,00 USD	=	58 BDT
1,00 BDT	=	1,72 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BAsD	Banque asiatique de développement
BLRI	Bangladesh Livestock Research Institute (Institut de recherche sur l'élevage du Bangladesh)
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
DANIDA	Agence danoise de développement international
DfID	Département du développement international (Royaume-Uni)
DSE	Département des services à l'élevage
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PKSF	Palli Karma-Sahayak Foundation
PNB	Produit national brut
SIG	Système d'information de gestion
UCP	Unité de coordination du projet
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

GLOSSAIRE

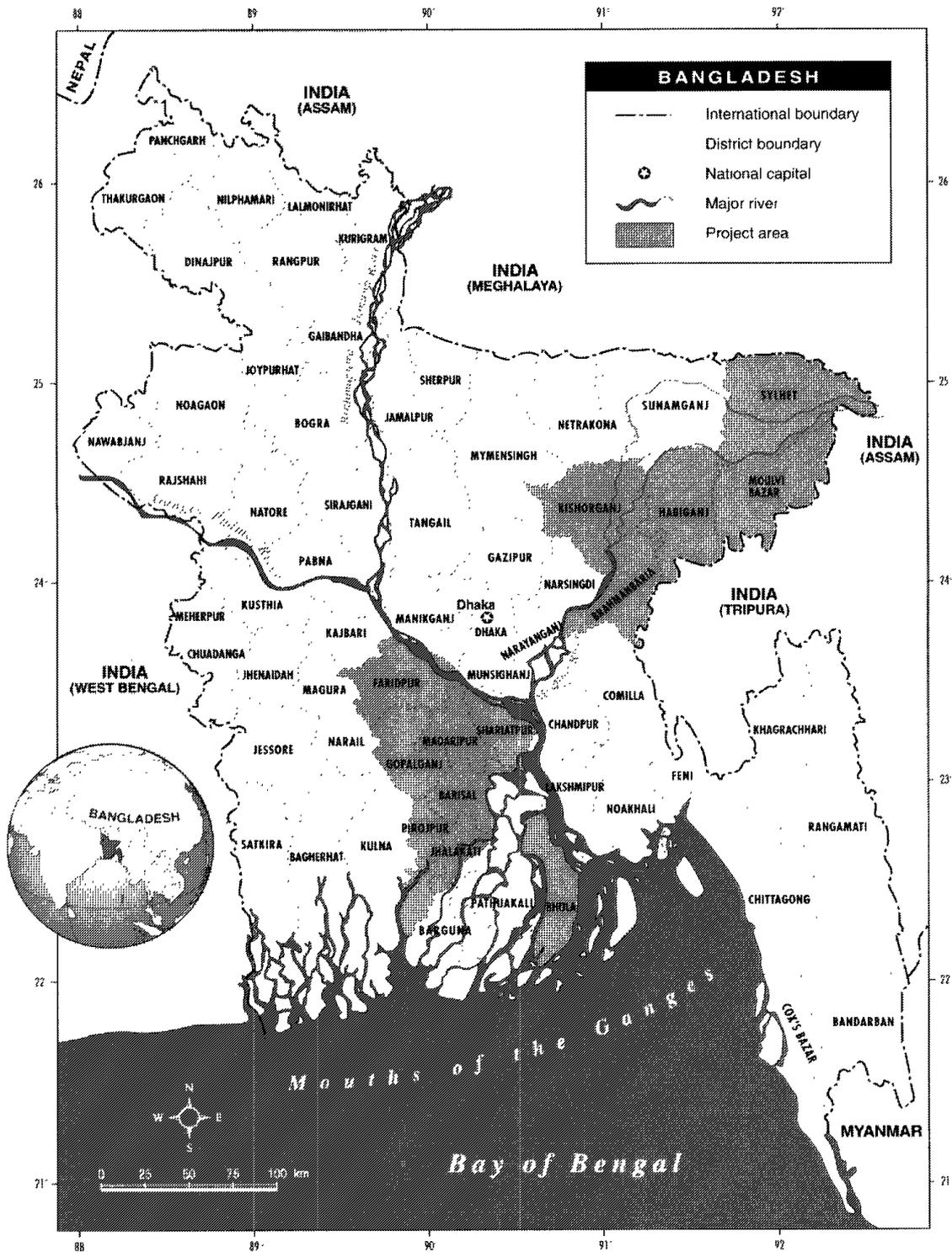
<i>Desi</i>	Espèce locale
<i>Sonali</i>	Espèce améliorée
<i>Upazila</i>	Unité administrative locale représentant l'équivalent d'un sous-district, constituant habituellement d'une dizaine de collectivités (précédemment appelée <i>thanas</i>).

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

Année budgétaire

1^{er} juillet - 30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

PROJET D'APPUI À LA MICROFINANCE ET DE SOUTIEN TECHNIQUE

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République populaire du Bangladesh
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Palli Karma-Sahayak Foundation (PKSF), organisme qui regroupe le financement accordé par le gouvernement aux ONG
COÛT TOTAL DU PROJET:	20,2 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	11,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,3 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEURS:	ONG associées
MONTANT DU COFINANCEMENT:	218 200 USD
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	3,7 millions de USD (contribution de la PKSF)
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Des 4,3 millions de ménages qui vivent dans les 13 districts où sera réalisé le projet, on estime que 2,2 millions se trouvent à l'heure actuelle au-dessous du seuil de pauvreté (fixé à une consommation représentant l'équivalent de 2 112 kcal/personne/jour). Dans le cas du Bangladesh, l'objectif de développement du Millénaire – réduire le nombre de ménages pauvres de 50% d'ici à 2015 – représente, dans la zone du projet, une réduction de 1,1 million de ménages pauvres. Selon des estimations prudentes, le projet devrait avoir 0,276 million de ménages bénéficiaires (soit 25% du chiffre correspondant à l'objectif de développement du Millénaire dans la zone). Le groupe cible sera composé principalement de paysannes sans terre (quelque 90% des bénéficiaires directs du projet), et 25% des bénéficiaires seront sélectionnés parmi les ménages les plus pauvres (consommation inférieure à 1 805 kcal/personne/jour).

Pourquoi sont-ils pauvres? Les principaux aspects de la pauvreté dans la zone du projet ont été identifiés lors de l'analyse des moyens de subsistance réalisée pendant la réalisation du projet avec le cofinancement du Département du développement international (Royaume-Uni). Premièrement, pour ce qui est de la vulnérabilité, les pauvres vivent dans une région caractérisée chaque année par de très fortes inondations. Cette vulnérabilité est encore aggravée par leur dépendance à l'égard des prêteurs d'argent, le caractère extrêmement saisonnier des revenus et les crises causées par des maladies. Deuxièmement, s'agissant du cadre institutionnel, juridique et politique qui dicte les moyens de subsistance des pauvres, les services formels de développement rural (agriculture, élevage, pêche) fournis par l'État au plan local sont limités. Il y a certes des organisations non gouvernementales (ONG) qui opèrent sur place, mais elles se bornent principalement à fournir des services d'épargne et de crédit. Le secteur privé gagne chaque année en importance du fait des programmes de privatisation. Troisièmement, en ce qui concerne l'accès aux avoirs dont sont tributaires les moyens de subsistance, le groupe cible n'a qu'un accès limité à la terre et le capital humain et social n'est guère développé.

Comment le projet les aidera-t-il? Pour s'attaquer aux contraintes qui affectent les moyens de subsistance, l'on s'emploiera à atténuer la vulnérabilité; à améliorer l'accès aux ressources et aux services essentiels; et à appuyer une composante de développement des moyens de subsistance pour les pauvres (élevage). L'approche qui a été élaborée pour atteindre le groupe cible consistera: i) à mettre l'accent sur la promotion de produits de valeur (pouvant être commercialisés au moyen des circuits établis et n'exigeant pas beaucoup de terre) afin de faciliter l'accès aux services d'épargne et de crédit; ii) à suivre le projet de document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) afin d'améliorer la prestation des services techniques aux bénéficiaires, ce pour quoi un appui sera fourni pour la distribution d'intrants et la fourniture de services par l'entremise des ONG et du secteur privé; iii) à développer le capital humain au moyen d'un programme de perfectionnement des compétences des bénéficiaires ainsi que du personnel des ONG; et iv) à atténuer la vulnérabilité des femmes en s'attachant à satisfaire leurs besoins spécifiques, notamment dans les domaines comme l'accès aux savoirs et aux technologies, le contrôle sur les ressources productives et la formation à l'exercice de responsabilités et à la gestion.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? Le caractère participatif des efforts de développement est garanti comme suit. Étant donné les excellents résultats qu'a donnés l'approche de la PKSF consistant à accorder aux ONG associées des lignes de crédit pour rétrocession aux bénéficiaires et conformément au projet de DSRP, il est prévu: i) d'appuyer la création de 11 700 nouveaux groupes d'épargne et de crédit (234 000 membres dont environ 90% de femmes); et ii) de dispenser aux membres de ces nouveaux groupes ainsi qu'aux 42 000 membres de groupes existants une formation au développement social et un apprentissage technique (ces activités comprendraient la formation de techniciens et d'agents des ONG au niveau des villages pour qu'ils puissent fournir un appui technique aux bénéficiaires). Les bénéficiaires participeront aux groupes d'épargne et de crédit, à un programme de formation, de démonstration et de recherche adaptative au



niveau du terrain ainsi qu'à la formation dispensée par les ONG et les agents de vulgarisation de village. En outre, ils participeront au processus de suivi et d'évaluation d'impact.

Stratégies et politiques du FIDA. Le projet contribuera à la réalisation des objectifs stratégiques du FIDA en renforçant les capacités et en dispensant une formation aux technologies d'élevage aux 276 000 membres des groupes et en permettant à 234 000 d'entre eux d'avoir accès aux services financiers. Dans le contexte de l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) du Fonds, le projet tend à améliorer l'accès des pauvres aux services financiers et autres grâce à la mise en place de mécanismes institutionnels appropriés, l'accent étant mis, comme requis, sur le secteur de l'élevage. En ce qui concerne la politique de financement rural du FIDA, le programme d'épargne et de crédit prévu par le projet sera géré entièrement par la Palli Karma-Sahayak Foundation (PKSF) – organisation faîtière autonome de réputation internationale de prestataires locaux de services financiers – afin de garantir la pérennité des résultats après la fin du projet.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH
POUR LE
PROJET D'APPUI À LA MICROFINANCE ET DE SOUTIEN TECHNIQUE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh d'un montant de 11,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 16,3 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet d'appui à la microfinance et de soutien technique. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur du microfinancement

1. Le Bangladesh est une plaine alluviale deltaïque presque tout à fait plate et qui est souvent balayée par des inondations et des cyclones. Il est bordé par la baie du Bengale au sud, l'Inde à l'ouest, au nord et à l'est et le Myanmar au sud-est. Avec une population estimée à près de 130 millions d'habitants en 1999, la densité de population, qui est de 965 habitants par km², est l'une des plus fortes du monde. Environ 78% de la population vit en milieu rural. Le taux d'accroissement démographique, bien qu'en diminution, a été en moyenne de 2,1% par an pendant la période 1990-98 et l'augmentation constante de la population exerce de sérieuses pressions sur les ressources naturelles du pays. Avec un produit national brut (PNB) de 370 USD par habitant en 1999 et venant au 145^e rang sur 173 pour ce qui est de l'indice de développement humain du PNUD (*Rapport sur le développement humain*, 2002), le Bangladesh est un pays très pauvre. Néanmoins, en dépit de l'instabilité politique, de l'incidence de la misère et des calamités naturelles, le bilan de l'économie économique a été relativement satisfaisant. Depuis le début des années 90, le gouvernement a intensifié son vaste programme de réforme économique afin de mettre en place un système économique et de développement libéralisé, orienté vers le marché et alimenté par le secteur privé. Le produit intérieur brut (PIB) s'est accru au rythme de plus de 5% par an au cours des cinq années qui se sont achevées en 2000. L'incidence de la pauvreté, pour les très pauvres, est tombée de 43% de la population en 1991-92 à 36% en 1995-96. Pour que cette expansion se poursuive, il faudra que les rentrées de capitaux augmentent, que la gouvernance s'améliore, que les ressources humaines soient valorisées, que l'administration soit décentralisée, que les ressources soient mieux gérées et qu'il soit créé des possibilités plus larges pour les pauvres.

2. Les programmes de microfinancement du Bangladesh ont été applaudis pour avoir si bien réussi à donner aux pauvres l'accès au crédit. De nombreuses études ont montré qu'une série de quatre ou cinq microprêts peut non seulement faire sortir un ménage de la misère et, 90% des prêts étant accordés à des femmes, contribuer beaucoup à autonomiser celles-ci et à rehausser leur statut au sein

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



du ménage. Cependant, ce succès s'accompagne de défis nouveaux, qui sont notamment de savoir comment; i) atteindre un plus grand nombre des ménages les plus pauvres; ii) élargir la gamme de services de manière à englober l'accès à l'épargne et à l'assurance ainsi que les prêts au développement des petites et moyennes entreprises; iii) éviter une domination excessive par les quatre grandes institutions de microfinancement; et iv) adopter un cadre réglementaire plus formel comportant des normes de transparence et des règles de conduite sans pour autant trop renchérir les services, étouffer l'innovation ou plafonner les taux d'intérêt. La PKSF créée par le gouvernement en 1990 est une institution faîtière de microfinancement financièrement solide, autonome et bien gérée qui achemine les fonds provenant des donateurs et du gouvernement jusqu'aux ONG pour financer leurs programmes de microfinancement. La PKSF a élaboré des procédures détaillées appropriées pour la sélection des ONG qu'elle finance et le suivi de leurs activités.

3. La plupart des praticiens du microfinancement s'accordent à reconnaître qu'à lui seul, le crédit ne permet pas d'atténuer la pauvreté. Plusieurs des petites et moyennes ONG fournissent à l'heure actuelle des services d'appui supplémentaires (qu'il convient d'appeler l'approche "crédit-plus"), mais, généralement, cet appui ne dure que ce que durent les fonds obtenus pour les projets. Les investissements dans l'élevage représentent de 20 à 40% du total des microprêts et constituent la principale activité pour laquelle les groupes cibles du FIDA ont besoin de connaissances techniques. L'élevage est une activité particulièrement appropriée pour les pauvres qui ont peu de terre et pour les femmes, qui sont principalement responsables de la production et du revenu qu'elles génèrent. La consommation augmentant rapidement, l'élevage et les produits de l'élevage sont de bons débouchés.

B. Enseignements tirés de l'expérience passée du FIDA

4. Les enseignements retirés des précédents projets appuyés par le FIDA ainsi que toutes les expériences acquises par d'autres donateurs ont été incorporés à la conception du projet. Ces enseignements sont les suivants: i) des approches de microfinancement reposant sur la demande peuvent, pour autant qu'un appui technique soit fourni aux groupes d'épargne et de crédit, donner de très bons résultats et avoir un impact significatif sur les bénéficiaires; ii) des moyens de subsistance des ruraux pauvres (spécialement des femmes) peuvent être considérablement améliorés en fournissant une formation à l'exploitation des ressources naturelles (en particulier l'horticulture et l'élevage); iii) des tentatives qui ont été faites pour établir des liens entre les banques commerciales ou les banques de développement agricole et des ONG ont été vaines; iv) il est essentiel que les ONG continuent de fournir un appui après l'achèvement des projets afin de garantir la durabilité du système de microfinancement et de l'appui technique; v) des enseignements retirés des fonds renouvelables de prêts gérés par les projets montrent qu'il importe au plus haut point de travailler par l'entremise des institutions de microfinancement établies; vi) l'élevage de volaille est un moyen particulièrement efficace d'atteindre les femmes pauvres et a eu un impact positif mais, bien qu'il s'agisse d'un premier pas important, de très petits élevages de volaille, à eux seuls, ne constituent pas un moyen de sortir de l'ornière de la pauvreté. Les autres enseignements pertinents tirés de l'expérience de la PKSF sont notamment: i) déployer de solides efforts de développement institutionnel si l'on veut que les petites et moyennes ONG de microcrédit soient durables; ii) une supervision et un suivi intensifs de la part du personnel de la PKSF sont essentiels afin de protéger la qualité du portefeuille; et iii) l'indépendance de la PKSF et son autonomie opérationnelle sont parmi les éléments qui lui ont permis de contribuer à une expansion rapide du secteur du microfinancement.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Bangladesh

Politique d'éradication de la pauvreté du Bangladesh

5. Les gouvernements qui se sont succédé au Bangladesh ont accordé la toute première priorité à l'atténuation de la pauvreté. Le cinquième plan quinquennal vise un taux de croissance de 5% par an, l'atténuation de la pauvreté et la création d'emplois face à la valorisation des ressources humaines, l'accent étant mis sur le développement agricole et rural. Les stratégies élaborées pour atteindre cet



objectif consistant notamment: i) à accroître l'emploi aussi bien grâce au développement de l'infrastructure à forte intensité de main-d'œuvre qu'au développement des microentreprises; ii) à renforcer les institutions rurales avec l'assistance des ONG; iii) à améliorer les compétences techniques pour accroître la production agricole et faciliter l'accès des pauvres aux moyens de production; iv) à élargir les systèmes d'irrigation; v) à promouvoir la participation des femmes au développement rural; et vi) à impliquer les communautés dans les efforts de développement.

6. Les efforts entrepris par le gouvernement ont commencé à porter leurs fruits. La proportion de la population rurale vivant au-dessous du seuil de pauvreté est tombée de 61% en 1991/92 à 53% en 2000. En outre, on a enregistré une expansion rapide de l'infrastructure rurale, une participation accrue des femmes à la population active, une augmentation des taux de scolarisation des filles, une expansion énorme du microcrédit, un ralentissement du taux d'accroissement démographique, une augmentation de près de 100% de la production de céréales alimentaires et un accroissement des crédits alloués aux programmes d'atténuation de la pauvreté. Néanmoins, ces progrès ont été pour l'essentiel compensés par l'accroissement démographique et l'augmentation du nombre de paysans sans terre ainsi que par l'ampleur même des chiffres: 60 millions de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté. En 1994, les 40% de ménages se trouvant en bas de l'échelle étaient propriétaires de moins de 2% de la superficie totale des terres et la tranche supérieure de 5% de près de 35%. En outre, il ressort des données provenant du recensement agricole de 1996-97 que le nombre de paysans sans terre a augmenté de plus de 40% par rapport au recensement précédent en 1983-84.

7. Le projet a été conçu de manière à appuyer la mise en œuvre du projet de stratégie nationale d'expansion économique, de réduction de la pauvreté et du développement social, qui fait une large place au microcrédit pour atténuer la pauvreté. En outre, la stratégie met en relief: i) le rôle important que les organismes de microfinancement jouent dans le renforcement des capacités institutionnelles des pauvres et dans l'élargissement de leur accès aux pratiques de développement; ii) la nécessité de satisfaire les besoins des plus démunis; et iii) le rôle accru que devront jouer le secteur privé et les ONG dans la distribution d'intrants et la prestation de services.

Activités d'autres principaux donateurs tendant à atténuer la pauvreté

8. Le Bangladesh est un bénéficiaire majeur de l'aide internationale depuis son accession à la qualité d'État, en 1971. Tous les principaux donateurs multilatéraux et bilatéraux mènent des programmes au Bangladesh. Ces dernières années, le montant de l'aide extérieure est tombée de 1,8 milliard en 1990 à 1,4 milliard en 2000. En dépit de ce recul, le Bangladesh continue de recevoir une assistance significative. Parmi les principaux projets tendant, avec l'appui des donateurs, à appuyer le microfinancement ainsi que le développement de l'élevage et qui offrent par conséquent des possibilités d'apprentissage et de fécondation croisée avec le projet proposé, on peut citer notamment: i) le projet Banque mondiale/PKSF de microfinancement; ii) le projet Banque mondiale/PKSF de fourniture de services financiers aux plus démunis; iii) la phase II du projet de l'Agence danoise de développement international (DANIDA)/Département des services à l'élevage (DSE) au niveau de la petite exploitation; iv) le projet de développement participatif de l'élevage entrepris conjointement par la Banque asiatique de développement (BAsD), le DANIDA et le DSE; et v) le projet en faveur des groupes totalement démunis du Comité pour le développement rural du Bangladesh (BRAC).

Stratégie du FIDA au Bangladesh

9. Depuis 1978, le FIDA a accordé au Bangladesh un prêt à conditions hautement favorables d'un montant total de 234,0 millions de DTS (soit l'équivalent d'environ 303,0 millions de USD). Quinze des 20 prêts ont été clos et cinq sont en cours. La stratégie du FIDA a toujours été d'appuyer les efforts entrepris par le gouvernement pour atténuer la pauvreté rurale. Le projet proposé est l'une des quatre possibilités de projets pouvant être financés par le Fonds envisagées dans le COSOP approuvé en octobre 1999, qui exposait les principales orientations de la stratégie du FIDA. Ces dernières sont notamment les suivantes: i) promouvoir les organisations à assise communautaire; ii) élargir l'accès des pauvres aux services financiers et autres grâce à la mise en place de mécanismes institutionnels



appropriés; et iii) accroître l'accès des groupes les plus démunis aux services et aux ressources. Dans le secteur agricole, le COSOP mettait l'accent sur les cultures qui: i) peuvent employer assez rapidement une population active nombreuse; ii) exigent peu de terre, voire pas du tout; iii) sont à haute intensité de main-d'œuvre plutôt que de capital; iv) exigent relativement peu d'investissements et de formation; v) ont une valeur suffisante pour générer un revenu significatif pour les populations manquant de plus en plus de terre; et vi) sont relativement moins risquées, les pauvres n'ayant guère les moyens financiers d'absorber les risques. Du point de vue stratégique, l'élevage et la pêche sont les deux sous-secteurs qui répondent à ce critère. Le COSOP a recommandé par conséquent que le FIDA oriente ses activités vers ces deux sous-secteurs de l'économie.

10. Le projet va également dans le sens du *Cadre stratégique du FIDA 2002-2006* pour la réduction de la pauvreté, dans la mesure où il tendra principalement: i) à fournir des services de microfinancement aux pauvres grâce aux institutions de microfinancement existantes; ii) à améliorer l'accès des pauvres aux nouvelles technologies afin d'accroître la production; et iii) à veiller à la création de groupes d'auto-assistance.

Raison d'être du projet

11. Le projet de microfinancement et d'appui technique dans les régions du sud-ouest et du nord-est du Bangladesh repose sur une justification solide. Premièrement, les conclusions de l'analyse de la demande ont montré qu'il existe parmi les pauvres qui vivent dans la région du projet une substantielle demande non satisfaite de services de microfinancement. Deuxièmement, l'expérience acquise de la réalisation des projets au Bangladesh a établi qu'accompagner des services de microcrédit orientés vers la demande d'un appui technique (spécialement pour l'élevage, domaine dans lequel il existe une forte demande non satisfaite) constitue un puissant moyen de réduire la pauvreté et d'autonomiser les femmes. Troisièmement, la PKSf offre un mécanisme établi et efficace d'acheminer les fonds des organismes donateurs multilatéraux aux petites et moyennes institutions de microfinancement (qui doivent combiner des microprêts à un appui technique si elles veulent que leurs emprunteurs utilisent au mieux les crédits qui leur sont accordés). En aidant les petites ONG, la PKSf garantit l'existence d'un système de microcrédit et d'appui au développement venant compléter celui des grandes institutions de microfinancement. Quatrièmement, les services techniques dont les pauvres ont besoin pourront continuer de leur être fournis après la fin du projet: i) en renforçant les capacités des bénéficiaires de sorte qu'ils puissent fournir une partie des services de terrain dont les emprunteurs ont besoin; ii) en faisant en sorte que la PKSf fournisse une assistance suffisante (formation et appui financier) aux organisations associées pour les aider à développer leurs activités de sorte que la fourniture de services aux éleveurs et autres soient financièrement intéressantes après la fin de la période couverte par le projet; et iii) en développant les capacités de PKSf d'appuyer le financement des activités d'élevage de manière qu'elle puisse fournir un appui informé à ces organisations associées. Enfin, les petites et moyennes organisations associées à la PKSf ont confirmé qu'elles souhaitaient obtenir des fonds supplémentaires de cette dernière et fournir un appui technique aux éleveurs.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

12. La zone du projet couvrira les 13 districts ci-après, qui ont une population rurale de 20,85 millions d'habitants: Barisal, Bhola, Brahmanbaria, Faridpur, Gopalganj, Habiganj, Jhalokati, Kishorganj, Madaripur, Moulvibazar, Pirojpur, Shariatpur et Sylhet. Ces 13 districts regroupent 96 *upazilas* (sous-districts), 945 unions et 18 208 villages. Les effectifs moyens des ménages varient entre 4,7 et 6,1 personnes. On estime que 2,2 millions des 4,3 millions de ménages qui vivent dans la zone du projet se trouvent actuellement au-dessous du seuil de pauvreté (fixé à l'équivalent de 2 112 kcal/personne/jour). Le groupe cible du projet sera identique à celui de la PKSf, à savoir les ménages qui vivent en milieu rural et qui possèdent moins de 50 décimales de terre arable ou dont le



patrimoine total ne dépasse pas la valeur de 4 000 m² de terre dans la localité considérée. Selon des estimations prudentes, le nombre de bénéficiaires directs du projet sera de 0,276 million de ménages (soit 25% du chiffre correspondant à l'objectif de développement du Millénaire pour la zone du projet). Sur ce chiffre, le projet sera ciblé plus particulièrement sur les ménages les plus pauvres, qui représentent 25% des bénéficiaires de ce groupe. Le principal groupe cible sera les femmes, qui constituent 90% des emprunteurs des institutions de microfinancement.

13. Il ressort de l'analyse des moyens de subsistance réalisée pendant la conception du projet avec un cofinancement du Département du développement international (Royaume-Uni) que les populations locales vivent principalement de l'agriculture, de l'élevage et d'un emploi salarié à l'extérieur de la région. L'analyse a confirmé l'importance que revêtent l'élevage et les autres activités génératrices de revenus pour les femmes pauvres. Les conclusions de l'analyse en ce qui concerne la parité entre les sexes peuvent être résumées comme suit: i) les femmes sont responsables des tâches ménagères, du potager et de l'élevage de petits animaux, dans ce dernier cas avec l'aide des enfants; ii) le produit de la vente de volaille, du lait et de légumes provenant de l'exploitation familiale reste généralement entre les mains des femmes, tandis que ce sont les hommes qui contrôlent la vente des autres récoltes et des animaux et la majeure partie des dépenses quotidiennes; iii) les femmes considèrent que les dépenses familiales sont mieux gérées si aussi bien les femmes que les hommes ont un revenu; iv) l'élevage de volaille, plus que toute autre activité économique, relève de la responsabilité des femmes tandis que, si les hommes participent davantage à celui d'autres types d'animaux, les femmes jouent aussi un rôle important et souvent déterminant, spécialement lorsque l'activité est financée au moyen d'un microcrédit obtenu par les femmes du ménage. Ce rôle économique a pour effet d'autonomiser les femmes et de rehausser leur condition aux niveaux du ménage et de la communauté.

B. Objectifs et portée

14. Le projet a pour but d'améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages pauvres et tout à fait démunis ainsi que d'autonomiser les femmes. L'objectif du projet est de créer pour ces ménages des activités de nature à générer un revenu durable, de les former aux méthodes d'élevage et de dispenser des connaissances à ce sujet au personnel de la PKSF et de ses organisations associées. À cette fin, il est prévu de financer trois composantes: i) microcrédit; ii) appui technique, avec quatre sous-composantes de formation des bénéficiaires, du personnel des organisations associées, de la PKSF et des autres organismes gouvernementaux et recherche-développement; et iii) appui à l'exécution du projet, avec trois sous-composantes, à savoir coordination du projet, suivi et évaluation et appui aux organisations associées.

C. Composantes

Microcrédit

15. Le projet acheminera les fonds destinés à l'octroi de microcrédit aux membres du groupe cible par l'entremise des antennes locales d'une vingtaine de petites et moyennes ONG associées sélectionnées par la PKSF sur la base de l'intérêt qu'elles auront manifesté et de leurs capacités. Il est prévu de créer environ 130 nouvelles antennes locales qui recevront à la fois des fonds provenant du crédit et un appui technique du projet. Les nouvelles antennes locales auront sans doute en moyenne 1 800 emprunteurs chacune, ce qui représente 234 000 bénéficiaires au total, dont 25% appartenant à la catégorie des ménages les plus démunis. Il se peut que le nombre d'emprunteurs soit plus élevé et que certaines antennes en aient jusqu'à 2 400. Le calendrier envisagé pour la création des nouvelles antennes locales est de 26 la première année d'exécution du projet (20%), 65 la deuxième (50%) et 39 la troisième (30%). Le projet financera un surcroît de fonds dont les antennes locales auront besoin, estimé à 611,6 millions de BDT (10,55 millions de USD), dont il couvrira 40% des besoins en microcrédit des pauvres qui vivent dans la zone du projet pendant l'avenir prévisible. Ces projections sont fondées sur un montant moyen de 4 000 BDT (environ 69 USD) pour le premier prêt accordé à



un emprunteur, montant qui pourra atteindre 9 000 BDT (155 USD) lors du huitième cycle. Grâce à ces fonds, ainsi qu'à une proportion de l'épargne déposée et des bénéfices non distribués, les organisations associées accorderont environ 1,27 million de prêts représentant au total 8,13 milliards de BDT (140 millions de USD). Les bénéficiaires accumuleront au total quelque 307 millions de BDT (5,3 millions de USD) d'épargne, soit 1 312 BDT (23 USD) chacun.

16. Le programme de microcrédit sera géré conformément aux normes de la PKSf. Les prêts reçus par les petites et moyennes organisations associées seront remboursables sur une période de trois ans. Après un différé d'amortissement de six mois, les prêts, principal et intérêts (4,5% par an), seront remboursés en dix versements trimestriels sur 30 mois. Au cours des six dernières années, la ponctualité du remboursement des prêts accordés aux organisations associées a été de près de 98%. Les nouveaux prêts sont décaissés avant le remboursement intégral du ou des prêts antérieurs, de sorte que les organisations associées disposent d'un fonds de roulement qui reflète le profil de leurs propres prêts. L'approbation de prêts successifs à une organisation associée est fonction de plusieurs facteurs: i) une utilisation satisfaisante du prêt précédent; ii) le maintien d'un taux élevé de recouvrement des prêts au niveau du terrain (>98%); iii) la présentation de rapports périodiques à la PKSf; iv) la possibilité d'expansion du programme de prêt; et v) s'ils sont exigibles, le paiement des versements dus à la PKSf au titre du remboursement du prêt. Le Comité des prêts de la PKSf approuve les propositions de prêts successifs jusqu'à concurrence d'un montant de 2,5 millions de BDT, et le Conseil d'administration des propositions d'un montant supérieur.

Appui technique

17. **Formation des bénéficiaires.** Le projet financera trois catégories de formation initiale et de rappel, y compris le coût des matériels pédagogiques et les frais de voyage et les indemnités de subsistance des stagiaires. Ces types de formation porteront sur: i) les méthodes d'élevage et/ou autres technologies de caractère général pour les producteurs; ii) les technologies spécialisées d'élevage pour les agents de terrain et les producteurs spécialisés; et iii) le développement social pour les bénéficiaires desservis par les nouvelles antennes locales.

18. Près de 269 000 bénéficiaires recevront une formation initiale de 3 à 20 jours aux méthodes d'élevage et/ou autres technologies de caractère général ainsi qu'une formation de rappel de un à six jours, la deuxième année, la durée de la formation dépendant de la complexité du sujet. À la lumière des conclusions de l'analyse des moyens de subsistance, la formation des bénéficiaires portera en priorité sur les sujets suivants: divers aspects de l'élevage de volaille, élevage de chèvres, engraissement des bovins et production de lait et cultures et vergers familiaux.

19. On estime que 3% des bénéficiaires, soit environ 6 900 personnes, recevront une formation spécialisée. Les thèmes de celle-ci dépendront de la demande mais elle portera sans doute surtout sur la production de lait et sera dispensée aux agents de terrain s'occupant de l'élevage. La durée de la formation initiale variera selon le sujet et sera comprise entre trois et 30 jours, les cours les plus longs étant désignés aux assistants vétérinaires et aux agents d'insémination artificielle. Une formation de rappel de un à cinq jours par an sera organisée chacune des trois années suivantes. En cas de besoin, les services de formation seront sous-traités.

20. Tous les bénéficiaires desservis par les nouvelles antennes locales, au nombre de 234 000, recevront six journées de formation au développement social au cours de chacune des deux premières années. Les agents des organisations associées dispenseront cette formation dans le cadre du processus de microfinancement et elle portera sur la sensibilisation, la gestion des groupes, les questions sexospécifiques, les droits reconnus par la loi, la gouvernance, la santé et l'hygiène.

21. Au titre de la composante formation, il est prévu que 13 800 bénéficiaires feront un voyage d'études pour se familiariser avec les activités d'autres groupes d'éleveurs et groupes de crédit au Bangladesh. Le budget du projet comprend des fonds (1,7 million de BDT soit 29 300 USD) pour



financer la préparation des matériels de formation (affiches, brochures), qui reposeront surtout sur des moyens de communication visuelle pour ceux qui ne savent pas lire. Le but des cours de formation comprend le coût de la distribution de brochures imprimées.

22. **Formation du personnel des organisations associées.** Le projet financera une formation technique de 30 jours pour environ 170 assistants techniques pour l'élevage – un par antenne locale – plus dix jours de formation de rappel chacune des trois années suivantes. En outre, il sera financé; i) deux jours de formation sur le projet pour le directeur de chaque organisation associée (une vingtaine) la première année d'exécution du projet et trois jours pour environ 170 directeurs d'antennes locales les trois premières années d'exécution du projet, et trois jours de plus la quatrième année; et ii) une formation initiale de cinq jours aux systèmes d'information de gestion (SIG) de la PKSf pour environ 170 comptables des antennes locales, avec une formation de rappel de cinq jours l'année suivante. En outre, le projet financera une formation supplémentaire pour six assistants pour le crédit de chacune des nouvelles antennes locales (environ 130). Cette formation sera structurée comme suit: i) six journées de formation aux opérations de microfinancement (formation de groupe, mobilisation de l'épargne, décaissement et recouvrement des prêts, etc.) et à la gestion des activités génératrices de revenus; ii) six journées de formation initiale des formateurs en matière de développement social pour six assistants de crédit de chaque antenne locale et une formation de rappel de même durée l'année suivante pour leur permettre de dispenser une formation au développement social aux bénéficiaires; et iii) cinq journées de formation initiale pour six assistants de crédit de chaque antenne locale aux méthodes de suivi participatif répondant aux exigences et aux systèmes de la PKSf. Enfin, le projet financera 90 brefs voyages d'études dans le pays pour que le personnel des organisations associées puisse se familiariser avec d'autres initiatives de réduction de la pauvreté et de développement de l'élevage. La PKSf soit organisera elle-même cette formation du personnel des organisations associées soit la sous-traitera à des ONG ou à des organisations du secteur public ou privé techniquement compétentes.

23. **La formation du personnel de la PKSf et des autres organismes gouvernementaux** comprendra: i) un stage de formation sur le projet d'une durée de deux jours la première année d'exécution du projet et cinq jours de formation au suivi, la deuxième année, pour 20 agents et superviseurs du siège de la PKSf, la formation portera sur des activités S&E à réaliser dans le cadre du projet et sur leur intégration au système de la PKSf; ii) une formation au développement social, d'une durée de six jours, qui sera dispensée les deuxième et troisième années à cinq agents de la PKSf qui portera sur des thèmes comme le ciblage des activités sur les ménages les plus démunis pour leur permettre de former des responsables du crédit des organisations associées. Les membres de la direction générale de la PKSf se chargeront des réunions d'information et de la formation et du suivi et sous-traiteront la formation au développement social à une ONG ou à une organisation du secteur public ou privé techniquement compétente.

24. Le projet financera quatre voyages d'études de deux semaines dans la région pour dix personnes, et trois voyages d'études à l'étranger pour six personnes, chacun pour permettre aux participants de se familiariser avec d'autres initiatives de lutte contre la pauvreté et de développement de l'élevage. Enfin, le projet financera la participation de six personnes à des programmes de formation à l'étranger de courte durée (trois mois). La PKSf organisera les voyages d'études et sélectionnera les participants, qui comprendront les principaux experts techniques responsables du microfinancement participant aux activités du projet, et proposera leurs candidatures pour une formation à l'étranger.

25. **Recherche-développement.** Les recherches entreprises dans le cadre de la première phase du projet de développement de l'élevage au niveau de la petite exploitation et les projets participatifs BASD/DANIDA/DSE de développement de l'élevage ont débouché sur d'importantes améliorations des systèmes d'élevage de volaille dans les villages. On peut en citer comme exemple la confirmation des qualités de l'espèce *Sonali*, la production de vaccins, l'alimentation supplémentaire et l'évaluation



de l'impact des activités de petit élevage sur les moyens de subsistance des bénéficiaires. Le projet suivra pour les recherches cette même approche, qui a fait ses preuves.

26. Le projet financera: i) des projets de recherche adaptative/au niveau de l'exploitation qui seront sous-traités à une instance appropriée et dont les thèmes seront identifiés pendant l'exécution du projet; ii) la mise à l'épreuve et la diffusion sur une base participative, par les bénéficiaires et les agents des organisations associées, de nouvelles technologies concernant notamment de nouveaux types de fourrage et d'aliments pour les bovins, canards, chèvres et volaille; et iii) la réalisation sous contrat d'études socioéconomiques, notamment sur l'impact de l'investissement dans les activités d'élevage sur les moyens de subsistance des pauvres. Le Comité de recherche de la PKSf (auquel viendront se joindre quelques autres spécialistes de l'élevage et de la lutte contre la pauvreté) sollicitera des propositions à ce sujet, sélectionnera les propositions à financer, passera en revue les conclusions des études et en communiquera les résultats aux organisations associées, aux départements des services à l'élevage et aux autres organisations intéressées.

27. En outre, le projet financera 25 bourses de recherche pour des agents de la PKSf, des organisations associées et des autres organisations compétentes, qui seront sélectionnées par le Comité de recherche et qui comprendront des recherches sur le terrain avec les groupes participant au projet sous l'égide d'une institution universitaire appropriée. Cet arrangement devrait déboucher sur des recherches utiles tout en contribuant à renforcer les capacités du personnel des ONG, du secteur privé ainsi que des organismes gouvernementaux.

Appui à l'exécution du projet

28. La liaison et la supervision au jour le jour des activités des organisations associées relèveront du siège et des cadres de la PKSf, qui achemineront les fonds (prêts et dons) aux organisations associées, comme elles le font dans le contexte des autres opérations de la PKSf. Pour faire face à l'alourdissement de la charge de travail, la PKSf recrutera pour le siège quatre agents supplémentaires. Cette composante comporte les sous-composantes ci-après: i) coordination du projet; ii) suivi et évaluation; et iii) appui aux organisations associées.

29. **Coordination du projet.** Le projet financera la création au sein de la PKSf d'une unité de coordination du projet (UCP) dotée du personnel suivant: i) un coordonnateur du projet; ii) un coordonnateur des activités de promotion de l'élevage et deux formateurs aux méthodes d'élevage; iii) un spécialiste du suivi et du personnel de comptabilité/SIG et d'appui nécessaire; et iv) quatre agents supplémentaires, dont les traitements seront financés par le projet. Le formateur aux méthodes d'élevage veillera à ce que la formation que les organisations associées dispenseront aux bénéficiaires soit de bonne qualité et menée correctement, et le second s'occupera surtout de la formation du personnel des organisations associées, et spécialement des assistants techniques.

30. Le projet financera également les éléments ci-après: dépenses de personnel (traitements et indemnités) des agents de l'UCP, acquisition de matériel de bureau et d'aide pédagogique, transport (trois véhicules), 39 mois d'assistance technique dans les domaines de l'élevage, de la lutte contre la pauvreté et de la commercialisation, et l'entretien des véhicules et des dépenses de bureau.

31. **Suivi et évaluation.** Le projet financera le développement du SIG de la PKSf de manière à y englober des activités de formation et d'appui technique et le coût des visites de suivi sur le terrain au cours des deux premières années d'exécution du projet pour veiller à ce qu'il soit mené méthodiquement. Le système de suivi du crédit est conçu de manière à mesurer les activités et les produits du projet jusqu'au niveau de chaque bénéficiaire, sur la base d'un échantillon dont la marge d'erreur ne dépassera pas 95%.



32. La PKSF financera les dépenses afférentes aux activités de suivi de routine et l'UCP organisera une série d'ateliers et notamment: i) un atelier de démarrage avec les organisations associées pour discuter de leur participation et préparer le lancement du projet; et ii) environ trois réunions d'examen par an, auxquelles participeront des représentants des organisations associées participantes, de la PKSF et des bénéficiaires.

33. En outre, le projet financera: i) des évaluations annuelles d'impact, notamment avec la participation des bénéficiaires; ii) des enquêtes rapides sur la nutrition la première, la troisième et la sixième année d'exécution du projet; iii) une étude spéciale qui sera sous-traitée afin d'évaluer l'état d'avancement du projet avant l'examen à mi-parcours par le FIDA; iv) une étude d'évaluation d'impact juste avant la préparation du rapport d'achèvement du projet; et v) un surcroît de coûts lié à l'audit annuel du projet réalisé par un cabinet d'audit qualifié.

34. **Appui aux organisations associées.** Il sera accordé des prêts aux organisations associées pour financer l'acquisition du matériel ci-après lors de la création des nouvelles antennes locales: i) une motocyclette (pour l'assistant technique chargé des services aux éleveurs); ii) six bicyclettes, un ordinateur et du matériel périphérique (imprimante, UPS, logiciels, etc.) pour le suivi des activités des organisations associées, un jeu de matériel (par exemple un réfrigérateur pour la conservation des vaccins, les aides pédagogiques, etc.) et un téléphone cellulaire. Le coût estimatif total du matériel est de 291 000 BDT (5 000 USD) par antenne. En outre, le projet financera l'acquisition d'une motocyclette pour l'assistant technique et un jeu de matériel (comme ci-dessus) pour chacune de la quarantaine d'antennes locales existantes qui s'engageront à fournir des services techniques aux éleveurs. Ces prêts seront accordés à un taux d'intérêt de 1,25% par an et seront remboursables sur deux ans (c'est-à-dire en huit versements trimestriels).

35. Le projet financera les coûts ci-après à fonds perdus pour permettre aux organisations associées de mettre en place des services d'appui à l'élevage et de fournir un appui aux ménages les plus pauvres: i) pour chaque antenne locale, la rémunération d'un assistant technique sur une base dégressive (90% les trois premières années, 70% la quatrième puis 30% la cinquième année); et ii) pour chaque nouvelle antenne locale, la rémunération des assistants de crédit, également sur une base dégressive (80% la première année, 70% la deuxième et 60% la troisième). Ces fonds seront fournis sur la base d'accords de dons conclus entre les organisations associées et la PKSF.

D. Coûts et financement

36. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution, droits et taxes, est estimé à 20,2 millions de USD. Les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers représentent une majoration de 7% environ par rapport aux coûts de bases. Les droits et taxes ont été calculés sur la base des taux en vigueur et se montent à 0,1 million de USD, soit 0,6% environ du coût total du projet. Si l'on considère qu'il y aura quelque 276 000 ménages bénéficiaires, le coût du projet par ménage est d'environ 73 USD, soit 15 USD par bénéficiaire.

37. Le projet sera financé au moyen d'un prêt du FIDA représentant 16,3 millions de USD, qui couvrira 80,8% du coût total du projet. La contribution de la PKSF, de 3,7 millions de USD, en couvrira 18,1% et celle des petites et moyennes organisations associées (218 200 USD) 1,1%. Le prêt du FIDA financera 70% du surcroît de crédit nécessaire et 100% des coûts afférents aux éléments ci-après: i) véhicules, matériel et frais de fonctionnement des véhicules (hors droits et taxes); ii) prêts aux organisations associées pour l'acquisition de matériel; iii) formation des bénéficiaires; iv) formation d'orientation des agents des organisations associées, formation au SIG, développement social au S&E participatif et aux méthodes d'élevage (79% du total des dépenses de formation du personnel des organisations associées); v) formation du personnel de la PKSF et des autres organismes gouvernementaux; et vi) subvention versée aux organisations associées au titre de leurs dépenses de personnel, des traitements et des indemnités dus au personnel recruté sous contrat par la PKSF.

38. Le Ministère des finances rétrocédera à la PKSF 50% du produit du prêt du FIDA, soit 8,2 millions de USD, et fournira à la PKSF, sous forme de don, 8,1 millions de USD, c'est-à-dire les 50% restants. La PKSF financera: i) 30% du surcroît de crédit nécessaire; ii) le montant intégral des droits et taxes sur les véhicules, le matériel et les frais de fonctionnement des véhicules; iii) les dépenses de bureau; iv) la formation du personnel des organisations associées en matière de comptabilité, de gestion financière, de gestion de l'épargne et du crédit, de suivi et évaluation, de planification stratégique, de formation des formateurs, et de gestion efficace d'activités génératrices de revenu (ce qui représente 21% du total des coûts de formation du personnel des organisations associées); et v) l'intégralité de la rémunération et des indemnités dues aux agents supplémentaires recrutés par la PKSF. Cette dernière pourra financer sa contribution aux coûts du projet au moyen de ses ressources financières existantes. Les organisations associées prendront à leur charge les frais généraux liés au fonctionnement des antennes locales. Les organisations associées devront verser une contribution d'environ 92 000 BDT (1 586 USD) au titre du montant estimatif des coûts de démarrage de chaque nouvelle antenne locale. Dans la pratique, les organisations associées devraient pouvoir faire l'apport de fonds grâce à la trésorerie que leur procurent leurs opérations existantes de microcrédit.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Microcrédit	10 545,5		10 545,5		56
Appui technique	4 747,5	302,7	5 050,2	6	27
Appui à l'exécution du projet	2 624,4	701,2	3 325,6	21	18
Total des coûts de base	17 917,4	1 003,9	18 921,3	5	100
Provision pour aléas d'exécution	502,1	30,2	532,3	6	3
Provision pour aléas financiers	639,9	73,1	713,0	10	4
Total des coûts du projet	19 059,5	1 107,2	20 166,7	5	107

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		PKSF		ONG associées		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Microcrédit	7 381,8	70,0	3 163,6	30,0	-	-	10 545,5	52,3	-	10 545,5	-
B. Appui technique											
1. Formation des bénéficiaires	4 924,9	100,0	-	-	-	-	4 924,9	24,4	-	4 924,9	-
2. Formation du personnel des organisations associées	309,8	79,0	82,5	21,0	-	-	392,4	1,9	-	392,4	-
3. Formation du personnel de la PKSf et des autres organismes gouvernementaux	355,6	100,0	0,0	-	-	-	355,6	1,8	334,9	20,7	-
4. Recherche-développement	232,6	100,0	-	-	-	-	232,6	1,2	-	232,6	-
Total partiel	5 823,0	98,6	82,5	1,4	-	-	5 905,6	29,3	334,9	5 570,6	-
C. Appui à l'exécution du projet											
1. Coordination du projet	492,3	54,9	404,6	45,1	-	-	896,9	4,4	143,6	640,3	113,0
2. Suivi et évaluation	226,2	100,0	0,0	-	-	-	226,2	1,1	54,4	171,9	-
3. Appui aux organisations associées	2 374,3	91,6	0,0	-	218,2	8,4	2 592,5	12,9	574,3	2 018,3	-
Total partiel	3 092,8	83,2	404,6	10,9	218,2	5,9	3 715,6	18,4	772,3	2 830,4	113,0
Décaissement total	16 297,7	80,8	3 650,8	18,1	218,2	1,1	20 166,7	100,0	1 107,2	18 946,6	113,0

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

39. Les **marchés** d'acquisition de biens et services financés au moyen du prêt du FIDA seront passés conformément aux directives du FIDA en matière de passation des marchés. Étant donné leur volume modique, le projet ne comporte aucun marché qui se prêterait à des appels d'offres internationaux. Les marchés d'une valeur inférieure à 20 000 USD (ou l'équivalent) seront passés à la suite de consultations locales de fournisseurs et les marchés d'une valeur supérieure à la suite d'appels d'offres nationaux ouverts à des fournisseurs internationaux. Les marchés d'une valeur unitaire égale ou supérieure à 60 000 USD (ou son équivalent) devront faire l'objet d'un examen préalable du FIDA. Les consultants seront recrutés sur la base de procédures jugées acceptables par le Fonds. La procédure du marché de gré à gré sera appliquée pour l'acquisition d'articles d'une valeur inférieure à 5 000 USD et il sera appliqué la procédure d'un budget forfaitaire pour les activités de formation des bénéficiaires et autres activités de formation entreprises par le personnel de la PKSf et des organisations associées. Ces dernières passeront les marchés d'acquisition de matériel conformément à leurs propres procédures, sous la supervision de la PKSf.

40. **Décaissements, comptabilité et audit.** La PKSf ouvrira et gèrera, avec l'autorisation du Ministère des finances, un compte spécial en dollars des États-Unis à la Bangladesh Bank afin de faciliter la trésorerie. Le dépôt initial sera de 1,6 million de USD. Le compte spécial sera reconstitué par le FIDA au vu de demandes de retrait accompagnées de pièces justificatives appropriées ou d'états de dépenses établis et signés par la PKSf, comme autorisé par le Ministère des finances, et soumis à l'approbation du FIDA. La PKSf et les organisations associées tiendront des états financiers et des comptes appropriés conformément aux systèmes de la PKSf. Ces comptes, qui seront tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés, reflèteront l'avancement du projet et identifieront les ressources, les opérations et les dépenses. La PKSf regroupera les comptes du projet et soumettra des états financiers pour chaque exercice au FIDA, au plus tard trois mois après la clôture de l'exercice. Pendant toute la durée du projet, la PKSf aura recours à un vérificateur extérieur des comptes (cabinet d'audit) indépendant ayant l'agrément du FIDA pour vérifier les comptes du projet conformément aux normes internationales de vérification des comptes. Les comptes et états financiers vérifiés seront soumis au FIDA au plus tard six mois après la fin de l'année budgétaire du gouvernement.

F. Organisation et gestion

41. Le projet fera intervenir le Ministère des finances, la PKSF et les petites et moyennes organisations associées. Il pourra également être fait appel à d'autres organisations comme les suivantes: i) des ONG/prestataires de services de plus grande envergure, comme le BRAC, pour dispenser la formation et fournir des services d'appui technique sous contrat pour la PKSF; et ii) le Département des services de l'élevage, l'Institut de recherches sur l'élevage du Bangladesh (BLRI) et des établissements d'enseignement afin de fournir le même type de services et d'entreprendre les recherches prévues par le projet.

42. L'exécution du projet relèvera de la responsabilité d'ensemble de la PKSF conformément aux dispositions d'un accord de don et de prêt subsidiaire conclu entre la PKSF et le Ministère des finances. Pour ce qui est de la PKSF elle-même, le projet relèvera de la responsabilité du Département des projets, auquel sera intégrée l'UCP, sous la coordination d'un coordonnateur de projet. La PKSF suivra son système établi de collaboration avec les organisations qui lui sont associées, notamment pour suivre leurs activités, lesquelles seront élargies de manière à englober la fourniture d'un appui technique à la production et à la formation dans le domaine de l'élevage. La PKSF acheminera les fonds aux organisations associées conformément aux conditions usuelles des accords de prêts et de dons conclus avec les petites et moyennes organisations. Les organisations associées suivront leur propre procédure pour ce qui est de la formation de groupe, des réunions des groupes, de la formation au microcrédit, de la gestion des groupes, de la mobilisation de l'épargne, des conditions des prêts accordés aux bénéficiaires, des arrangements touchant le décaissement et le remboursement des prêts, des taux d'intérêt, etc. Elles s'occuperont de dispenser une formation à l'élevage et à d'autres questions techniques (sur demande) et fourniront un appui technique dans le cadre de leurs activités de gestion des groupes.

G. Justification économique

43. **Avantages et bénéficiaires.** Les principaux avantages quantifiables du projet seront l'augmentation de la production des élevages et des autres activités et l'accroissement des revenus des ménages pauvres et très démunis. Parmi les autres avantages, il y a lieu de citer une plus grande sécurité alimentaire du ménage, une nutrition améliorée, l'autonomisation des femmes, l'accès du groupe cible aux services financiers et le renforcement des capacités des organisations associées de fournir des services techniques à l'appui de leurs opérations de microcrédit. Le nombre total de ménages qui bénéficieront directement de microcrédit et des services d'appui technique fournis dans le cadre du projet est estimé à 234 000. En outre, 42 000 ménages bénéficieront de l'appui technique, de sorte que le nombre total de ménages bénéficiaires sera de 276 000.

44. **Promotion de la condition de la femme.** L'on estime que 90% des bénéficiaires seront des femmes. Le projet a été expressément conçu de manière à promouvoir la parité entre hommes et femmes en rehaussant le rôle des femmes en tant que moteur du changement. Le projet profitera directement aux femmes, qui auront plus facilement accès aux services financiers, aux savoirs et aux technologies et qui seront formées à la gestion et préparées à occuper des postes de responsabilité. En outre, les femmes bénéficieront directement de l'accent qui est mis sur l'élevage dans le projet. L'expérience a montré qu'accorder des crédits aux ménages par l'entremise des femmes est une stratégie qui a un impact significatif pour leur condition dans la mesure où cela i) accroît leur rôle dans la prise de décisions, ii) leur permet d'acquérir des avoirs en leur propre nom, et iii) a pour effet de réduire la violence dont elles font l'objet. Une bonne gestion des crédits et le développement de l'élevage et des autres activités génératrices de revenus se traduiront par une amélioration de la condition sociopolitique des femmes. Tous les programmes de formation du personnel comporteront un élément de sensibilisation à la parité entre les sexes.



45. **Nutrition et sécurité alimentaire des ménages.** À la lumière de l'étude réalisée dans le contexte du projet de développement de l'élevage au niveau de la petite exploitation, la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires du projet devraient s'améliorer dans la mesure où ces derniers pourront consommer plus d'œufs, de poulets, de viande et de lait et acheter plus de céréales.

46. **Analyse financière et économique.** Les modèles de la production de l'élevage et des activités génératrices de revenus démontrent qu'il s'agit là d'un investissement profitable pour les ménages faisant partie du groupe cible. Selon les modèles des ménages pauvres et démunis (y compris les ménages pauvres dirigés par une femme), ces nouvelles activités, selon leur type et leur échelle, peuvent accroître les revenus dans des proportions allant jusqu'à 124%. L'analyse des tâches montre que les ménages peuvent faire un apport de travail suffisant pour se lancer dans de telles entreprises et que le rendement d'une journée de travail devrait être suffisamment rentable. Les projections financières des nouvelles antennes locales des ONG font apparaître un bénéfice à partir de la deuxième année et démontrent que ces antennes auront les moyens de fournir les services d'appui technique à l'élevage et de formation en même temps que leurs services de microfinancement après la fin du projet. Une analyse de sensibilité montre que, même si le montant moyen des prêts et le nombre des membres des groupes sont plus faibles, les antennes locales demeureront financièrement fiables et rentables à partir de la troisième année. Le calcul des valeurs critiques montre qu'il importe au plus haut point de maintenir un taux élevé de recouvrement des prêts accordés aux bénéficiaires.

H. Risques

47. Le projet ne suppose aucun risque technique majeur. Les élevages et autres entreprises dans lesquelles les emprunteurs investiront sont rentables dans toutes les régions du Bangladesh et les organisations associées auront recours à des assistants techniques pour former et aider les emprunteurs.

48. Les risques spécifiques, qui ont été pris en compte dans la conception du projet et pour lesquels des dispositions appropriées ont été prises en cas de besoin sont notamment les suivants: i) possibilité que l'offre de microcrédit soit excessive; ii) capacité selon laquelle les petits exploitants seront à même de soutenir la concurrence du secteur commercial de l'élevage ou des importations; iii) cessation par le gouvernement de son appui au système de microfinancement par les ONG; iv) mesure dans laquelle les ONG honoreront leur engagement d'employer des assistants techniques pour les activités d'élevage; v) risque que les organisations participantes ne ciblent pas leurs activités sur les ménages les plus démunis; vi) capacité des petites et moyennes organisations participantes de mettre en place 130 nouvelles antennes locales sur une période de trois ans; et vii) vulnérabilité des moyens de subsistance des pauvres aux catastrophes naturelles, qui pourraient décimer les élevages et mettre les bénéficiaires dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts.

49. Au niveau macro, la réalisation de l'objectif consistant à améliorer les moyens de subsistance et renforcer la sécurité alimentaire dépend également de la stabilité économique en général et de la disponibilité de riz à un prix raisonnable. Un fléchissement majeur de l'activité économique ou d'une hausse importante des prix du riz traduirait à néant les avantages découlant de l'accroissement de la production et des revenus provenant de l'élevage et des autres activités productives. Étant donné l'augmentation considérable de la production ces dernières années, le riz devrait continuer d'être disponible à des prix raisonnables.

I. Impact sur l'environnement

50. Il a été préparé pendant la formulation du projet, conformément aux procédures du Fonds, l'analyse de la situation et de l'impact écologique. Conformément aux pratiques habituellement suivies dans le cas de projets de microfinancement de cette nature, le projet a été classé dans la catégorie C, de sorte qu'une autre analyse environnementale ou mesure spécifique n'est requise.

J. Faits novateurs

51. Le projet sera le premier projet du FIDA à être exécuté par l'entremise de la PKSF, principal organisme de microfinancement du pays, qui jouit par ailleurs de beaucoup d'influence auprès des pouvoirs publics, des donateurs et des ONG. La PKSF a été la première à mettre en œuvre le concept d'institution faitière pour le microcrédit, qui a été émulée dans d'autres pays. Deuxièmement, le projet aura pour effet de renforcer les capacités techniques des petites et moyennes ONG au niveau des communautés. À la différence des projets antérieurs, qui ont fait fond exclusivement sur les organismes gouvernementaux sectoriels pour la prestation de services techniques, le projet appuie l'engagement pris par le gouvernement dans le projet de DSRP de faire en sorte que les intrants et les services soient fournis par les ONG et le secteur privé. Troisièmement, le projet a été conçu de manière que les activités soient durables à tous les niveaux. Tel sera notamment le cas des services de microfinancement, grâce au lien établi avec la PKSF, ainsi que de la fourniture des services techniques, aux échelons aussi bien des ONG que des bénéficiaires. Il ressort des projections financières que les antennes locales des ONG peuvent couvrir leurs coûts et fournir des services techniques à long terme. Enfin, le projet est spécifiquement orienté vers les ménages les plus démunis, qui constitueront 25% des bénéficiaires.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

52. Un accord de prêt entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

53. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

54. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

55. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République populaire du Bangladesh un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (11 900 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} avril 2043 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge



RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 4 avril 2003)

1. **Compte du projet.** La PKSF ouvrira et tiendra ensuite dans une banque agréée par le FIDA un compte courant libellé en taka (BDT) pour financer les opérations du programme (compte du projet). La PKSF sera dûment habilitée à gérer le compte du projet.
2. **Contribution de la PKSF.** Le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh veillera à ce que la PKSF mette à disposition sa contribution provenant de ses ressources propres conformément à l'accord subsidiaire de prêt et de don.
3. **Unité de coordination du projet.** Le Gouvernement veillera à ce que la PKSF établisse et maintienne pendant toute la durée d'exécution du projet une UCP dotée d'un coordonnateur de projet (CP), d'un coordonnateur pour l'élevage, d'un agent chargé du suivi et de la comptabilité et de deux cadres qualifiés responsables de la formation zootechnique.
4. **Comité de recherche de la PKSF.** Le Gouvernement veillera à ce que des représentants de la Direction des finances et de la Direction des relations économiques du Ministère des finances et du Ministère de la pêche et de l'élevage participent au Comité de recherche de la PKSF.
5. **Équité entre les sexes.** Le Gouvernement veillera à ce qu'il soit dûment tenu compte, au cours de l'exécution du projet, du problème de l'équité entre les sexes en ce qui concerne tant les bénéficiaires du projet que le personnel recruté par la PKSF et par les organisations partenaires.
6. **Bureaux locaux.** La PKSF veillera à ce que les organisations partenaires: i) créent environ 130 nouveaux bureaux locaux et les dotent de six agents auxiliaires de crédit et d'un zootechnicien auxiliaire; et ii) dotent, en temps utile, chaque bureau local existant d'un zootechnicien auxiliaire.
7. **Ciblage.** La PKSF veillera à ce que les organisations partenaires ciblent leurs actions sur les personnes les plus pauvres, qui représenteront au moins 25% des bénéficiaires des nouveaux bureaux locaux et offrent aux bénéficiaires desservis par les nouveaux bureaux locaux une formation au développement social, y compris la sensibilisation, la gestion des groupes, les droits juridiques, la gouvernance, l'hygiène et la santé.
8. **Gestion de l'information.** Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur, la PKSF élargira son système de gestion de l'information et celui des organisations partenaires afin d'y inclure les activités de formation et d'appui technique selon des modalités agréées par le FIDA.
9. **Cadre juridique.** Le Gouvernement continuera à soutenir un cadre juridique favorable aux systèmes de gestion de l'information dans la zone du projet.
10. **Assurance.** La PKSF veillera à ce que le personnel du projet ainsi que les véhicules et le matériel financés par le prêt soient convenablement assurés pendant toute la durée d'exécution du projet.
11. **Pratiques phytosanitaires.** Afin de maintenir de saines pratiques environnementales telles que prévues à la section 7.15 des conditions générales, les parties au projet prennent les mesures nécessaires dans le cadre du projet en matière de gestion des pesticides et, à cette fin, veillent à ce que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne comprennent aucun pesticide soit interdit par le code



international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé au tableau 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la "Recommended Classification of Pesticides by Hazard and Guidelines to Classification 1996-1997" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses avenants.

12. **Conditions de décaissement.** Aucun décaissement ne sera effectué en faveur d'une quelconque organisation partenaire au titre de dépenses relatives: i) aux prêts pour l'achat de matériel tant que l'organisation concernée n'a pas conclu un accord de prêt pour l'achat de matériel; ii) au crédit tant que l'organisation concernée n'a pas conclu un accord de microcrédit; ou iii) au personnel auxiliaire tant que l'organisation concernée n'a pas conclu un accord de don visant le personnel auxiliaire.

13. **Conditions d'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) la PKSF a nommé un coordinateur de projet;
- b) la PKSF a établi l'unité de coordination du projet;
- c) le Gouvernement a ouvert le compte spécial et émis une délégation de pouvoirs habilitant la PKSF à gérer ce compte;
- d) la PKSF a ouvert le compte du projet;
- e) la PKSF a présenté au FIDA un plan de sélection de petites et moyennes ONG et d'organisations partenaires intéressées et compétentes;
- f) la PKSF a présenté un projet de programme de travail et budget annuel (PTBA) pour la première année du projet au Gouvernement, au FIDA et à l'institution coopérante pour approbation, et ce projet a été approuvé;
- g) l'accord subsidiaire de prêt et de don a été approuvé par le FIDA à l'état de projet; un exemplaire de cet accord, essentiellement conforme au sujet approuvé, a été remis au FIDA; toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur ou à la validité de cet accord (autre que l'entrée en vigueur des documents de prêt) ont été remplies;
- h) le présent accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- i) un avis juridique favorable émis par le Ministère de la législation, de la Justice et des Affaires parlementaires et acceptable par le FIDA, tant en la forme qu'au fond, a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

BANGLADESH

Land area (km² thousand) 1997 1/	130	GNI per capita (USD) 1999 4/	370
Total population (million) 1999 4/	127.7	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/	3.2
Population density (people per km²) 1998 1/	965	Average annual rate of inflation, 1990-98 2/	4
Local currency	Taka (BDT)	Exchange rate: USD 1.00 =	BDT 58
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	2.1	GDP (USD million) 1999 4/	45 961
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	28	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	4.3
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	10	1990-98	4.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	73	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	59	% agriculture	22
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	38.3	% industry	28
Poor as % of total rural population 1/	40	% manufacturing	18
Total labour force (million) 1998 1/	64.1	% services	50
Female labour force as % of total, 1998 1/	42	Consumption, 1998 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	4
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	n.a.	Private consumption (as % of GDP)	78
Adult literacy rate (% age 15 and above) 1998 3/	40	Gross domestic savings (as % of GDP)	17
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 085	Merchandise exports, 1998 1/	5 141
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	55	Merchandise imports, 1998 1/	6 862
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	56	Balance of merchandise trade	-1 721
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	3.5	before official transfers, 1998 1/	-2 270
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	0.20	after official transfers, 1998 1/	-253
Percentage population without access to safe water 1990-98 3/	5	Foreign direct investment, 1998 1/	308
Percentage population without access to health services 1981-93 3/	26		
Percentage population without access to sanitation 1990-98 3/	57	Government Finance	
Agriculture and Food		Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	n.a.
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	15.3	Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	n.a.
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	1 453	Total external debt (USD million) 1998 1/	16 376
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	111	Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	23
		Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	9
Land Use		Nominal lending rate of banks, 1998 1/	14
Arable land as % of land area, 1997 1/	61	Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	8
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	10		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	8		
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	43		

n.a. not available.

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 20002/ World Bank, *Atlas*, 20003/ UNDP, *Human Development Report*, 20004/ World Bank, *World Development Indicators database*, 2001

PREVIOUS IFAD LOANS TO BANGLADESH

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Currency	Approved Loan Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Pabna Irrigation and Rural Development Project	AsDB	AsDB	HC	11 Dec 78	28 May 79	31 Dec 92	L - I - 9 - BAN	USD	30 000 000	100%
Fertilizer Sector Programme	IFAD	World Bank: IDA	HC	19 Dec 79	12 Feb 80	30 Jun 85	L - I - 31 - BA	SDR	19 450 000	91.6%
Small Farmer Agricultural Credit Project	IFAD	AsDB	HC	16 Sep 80	13 Jan 81	31 Dec 85	L - I - 41 - BA	SDR	17 200 000	100%
Southwest Rural Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	08 Sep 81	18 May 82	31 Dec 90	L - I - 73 - BA	SDR	20 450 000	61.8%
North-West Rural Development Project	AsDB	AsDB	HC	09 Dec 82	12 Oct 83	31 Dec 91	L - I - 110 - BA	SDR	13 700 000	21.9%
Small-Scale Flood Control, Drainage and Irrigation Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	13 Dec 83	27 Jun 84	30 Jun 93	L - I - 137 - BA	SDR	10 400 000	60.5%
Grameen Bank Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Dec 84	24 Sep 85	31 Dec 90	L - I - 161 - BA	SDR	23 600 000	100%
Marginal and Small Farm Systems Crop Intensification Project	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 86	28 Aug 87	30 Jun 96	L - I - 194 - BA	SDR	8 950 000	52.9%
Oxbow Lakes Small-Scale Fishermen Project	IFAD	UNOPS	HC	01 Dec 88	20 Oct 89	31 Dec 97	L - I - 237 - BA	SDR	5 600 000	60.0%
Grameen Bank Phase III Project	IFAD	UNOPS	HC	25 Apr 89	08 Mar 90	30 Jun 95	L - I - 239 - BA	SDR	6 200 000	100%
Smallholder Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	14 Dec 91	31 Dec 99	L - I - 280 - BA	SDR	7 650 000	78.7%
Special Assistance Project for Cyclone Affected Rural Households	IFAD	UNOPS	HC	04 Sep 91	24 Jan 92	31 Dec 99	L - I - 287 - BA	SDR	11 550 000	98.9%
Netrakona Integrated Agricultural Production and Water Management Project	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 93	08 Jul 94	30 Jun 01	L - I - 343 - BD	SDR	6 400 000	98.2%
Employment-Generation Project for the Rural Poor	IFAD	UNOPS	HC	12 Apr 95	24 Oct 95	30 Jun 02	L - I - 378 - BD	SDR	9 950 000	98.6%
Small-Scale Water Resources Development Sector Project	AsDB	AsDB	HC	06 Dec 95	10 Jun 96	31 Dec 02	L - I - 391 - BD	SDR	7 000 000	85.9%
Agricultural Diversification and Intensification Project	IFAD	IFAD	HC	29 Apr 97	04 Dec 97	31 Dec 04	L - I - 443 - BD	SDR	13 650 000	70.3%
Third Rural Infrastructure Development Project	AsDB	AsDB	HC	04 Dec 97	01 Jul 98	30 Jun 05	L - I - 457 - BD	SDR	8 500 000	57.0%
Aquaculture Development Project	IFAD	UNOPS	HC	23 Apr 98	08 Dec 98	31 Dec 05	L - I - 472 - BD	SDR	15 000 000	32.3%
Smallholder Agricultural Improvement Project	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 99	17 Mar 00	30 Sep 06	L - I - 505 - BD	SDR	13 650 000	31.8%
Sunamganj Community-Based Resource Management Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Sep 01	14 Jan 03	30 Sep 14	L - I - 567 - BD	SDR	17 550 000	



LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions and Risks
Goal			
Improved livelihoods and food security of moderately poor and hard-core poor households and empowerment of women	<ul style="list-style-type: none"> Percent graduate from poverty Millennium Development Goal % of children <5 years stunted compared to present levels in project area Women's decision-making 	<ul style="list-style-type: none"> Project impact surveys and other surveys, e.g. Bangladesh Institute of Development Studies, Bangladesh Bureau of Statistics Rapid nutrition surveys Project impact surveys and participatory impact monitoring 	Overall economic situation remains stable. Real price of rice does not increase sharply.
Objective			
Adoption of sustainable income-generating activities and livestock technologies by the moderately poor and hard-core poor and the acquisition of livestock knowledge by PKSF and POs	<ul style="list-style-type: none"> Income and employment generated by project activities including livestock production Participation by women and the poor in economic activities Technical livestock knowledge of the PO technical assistants and PKSF desk officers 	Project impact surveys and participatory impact monitoring	Small-scale livestock and other enterprises remain profitable relative to other opportunities, and are within the capacity of moderately poor and hard-core poor households.
Output			
Sustainable savings and credit programmes	<ul style="list-style-type: none"> Microfinance services reach 234 000 members of new groups (disaggregated by gender) Hard-core poor proportion of new borrowers 25% disaggregated by gender Loan recovery at least 95% NGO area offices financially sustainable after three years 	PKSF monitoring data – existing MIS indicators	Sufficient number of target households are available who are not involved with other MFIs. NGOs are able to cover all support costs from interest income.
Community-based organizations established	<ul style="list-style-type: none"> No. of groups formed – 11 700 Indicators of group strength 	PKSF monitoring data – existing MIS indicators	Government remains supportive of NGO-MFI credit system.
Livestock and other skills developed, technical support provided by NGOs	<ul style="list-style-type: none"> No. of livestock technical assistants trained – 170 (disaggregated by gender) No. of PKSF and other NGO staff trained in livestock and microcredit 276 000 members (disaggregated by gender) of new and existing groups trained, receive technical support and follow-up training 	Project monitoring data – new MIS indicators	NGOs are willing and able to recruit, and continue to employ appropriate technical livestock staff. DLS staff participates in training activities.
Input supply assured	Supplies of <i>Sonali</i> chicks, vaccinations, fodder seedlings, etc	Project monitoring data – new MIS indicators	NGOs sustain technical services. Input supply activities are profitable.
Livestock technology developed and tested	Research results	Research reports	Research results in viable new technologies.
Private sector and NGOs capable of supporting livestock producers	No. of livestock technical staff (disaggregated by gender) providing technical support	NGO and project reports	Natural calamities and disease epidemics do not disrupt development.
Activities	Implementation		
Microcredit programme and technical support for moderately poor and hard-core poor	<ul style="list-style-type: none"> About 20 small/medium partner NGOs open 130 new area offices, and provide credit, technical training and livestock technical support to borrowers About 8 small/medium partner NGOs, with 40 existing area offices, provide technical training and livestock and technical support to borrowers 	PO and PKSF reports	Sufficient smaller NGOs interested in concept of credit+technical support. NGOs able to open and staff new area offices within three-year period.
Research programme	5 research contracts, 6 socio-economic studies, community research, 25 scholarships	Research reports	Research organizations (BLRI, Bangladesh Agricultural University, etc.) willing to be contracted.
Project management and support	PKSF establishes a PCU, and manages implementation PKSF organizes training for NGO and PKSF staff, workshops, monitoring and evaluation PKSF provides support to NGOs	PKSF reports	PKSF able to recruit a few key staff – project coordinator, livestock coordinator and training coordinators.

COST AND FINANCING
Expenditure Accounts by Component – Total Including Contingencies
(USD '000)

	Microcredit	Technical Support				Project Implementation Support			Total
		Training for beneficiaries	PO Staff Training	Training for Staff of PKSF and Other Government Agencies	Research and Development	Project Coordination	Monitoring and Evaluation	Support for Partner Organizations	
I. Investment Costs									
A. Vehicles									
4WD	-	-	-	-	-	122.2	-	-	122.2
Motorcycles	-	-	-	-	-	-	-	291.0	291.0
Bicycles	-	-	-	-	-	-	-	89.6	89.6
Subtotal	-	-	-	-	-	122.2	-	380.7	502.9
B. Equipment and Goods									
Office Equipment	-	-	-	-	-	37.5	-	448.0	485.5
Office Furniture	-	-	-	-	-	4.5	-	-	4.5
Subtotal	-	-	-	-	-	42.0	-	448.0	490.0
C. TA^a, Training and Studies									
Beneficiaries Training ^b	-	4 924.9	-	-	-	-	-	-	4 924.9
Staff Training- Project ^b	-	-	309.8	355.6	-	-	0.4	-	665.9
Staff Training – PKSF ^c	-	-	82.5	-	-	-	-	-	82.5
National TA	-	-	-	-	-	51.6	12.4	-	64.0
Studies	-	-	-	-	232.6	-	213.4	-	446.1
Subtotal	-	4 924.9	392.4	355.6	232.6	51.6	226.2	-	6 183.4
D. Credit	10 545.5	-	-	-	-	-	-	-	10 545.5
Total Investment Costs	10 545.5	4 924.9	392.4	355.6	232.6	215.8	226.2	828.7	17 721.8
II. Recurrent Costs									
A. Subsidy									
Technical Assistants	-	-	-	-	-	-	-	530.2	530.2
Credit Assistants	-	-	-	-	-	-	-	1 015.5	1 015.5
Subtotal	-	-	-	-	-	-	-	1 545.6	1 545.6
B. Salaries and Allowances									
Contracted Staff Salaries	-	-	-	-	-	268.3	-	-	268.3
Desk Officers Salaries	-	-	-	-	-	177.5	-	-	177.5
Contracted Staff Allowances ^d	-	-	-	-	-	19.2	-	-	19.2
Desk Officers Allowances ^e	-	-	-	-	-	35.1	-	-	35.1
Subtotal	-	-	-	-	-	500.2	-	-	500.2
C. Vehicles O&M^f Costs	-	-	-	-	-	89.1	-	-	89.1
D. Office O&M Costs	-	-	-	-	-	91.8	-	-	91.8
E. PO contribution^g	-	-	-	-	-	-	-	218.2	218.2
Total Recurrent Costs	-	-	-	-	-	681.1	-	1 763.9	2 444.9
Total PROJECT COSTS	10 545.5	4 924.9	392.4	355.6	232.6	896.9	226.2	2 592.5	20 166.7
Taxes	-	-	-	-	-	113.0	-	-	113.0
Foreign Exchange	-	-	-	334.9	-	143.6	54.4	574.3	1 107.2

^a Technical Assistance. ^c Financed by PKSF. ^f Operation and maintenance.
^b Financed by IFAD. ^{d e} Based on government rates. ^g PO overheads.



Disbursement Accounts by Financier
(USD '000)

	IFAD		PKSF		NGO POs		Total Amount	Foreign		Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%		%	Exchange		
Vehicles	62.3	51.0	59.9	49.0	-	-	122.2	0.6	50.1	12.2	59.9
Office Equipment	36.5	86.9	5.5	13.1	-	-	42.0	0.2	32.3	4.2	5.5
Equipment Loan	828.7	100.0	0.0	-	-	-	828.7	4.1	574.3	254.4	-
Training											
1. Project Training ^a	5 590.8	100.0	0.0	-	-	-	5 590.8	27.7	334.9	5 255.9	-
2. PKSF Training ^b	-	-	82.5	100.0	-	-	82.5	0.4	-	82.5	-
Subtotal	5 590.8	98.5	82.5	1.5	-	-	5 673.3	28.1	334.9	5 338.4	-
Technical Assistance and Studies	510.1	100.0	0.0	-	-	-	510.1	2.5	54.4	455.7	-
Microcredit	7 381.8	70.0	3 163.6	30.0	-	-	10 545.5	52.3	-	10 545.5	-
Subsidy on POs' Field Assistants	1 545.6	100.0	-	-	-	-	1 545.6	7.7	-	1 545.6	-
Salaries and Allowances											
1. Salaries											
Contracted Staff	268.3	100.0	-	-	-	-	268.3	1.3	-	268.3	-
Desk Officers ^c	-	-	177.5	100.0	-	-	177.5	0.9	-	177.5	-
Subtotal	268.3	60.2	177.5	39.8	-	-	445.8	2.2	-	445.8	-
2. Allowances											
Contracted Staff	19.2	100.0	-	-	-	-	19.2	0.1	-	19.2	-
Desk Officers ^d	-	-	35.1	100.0	-	-	35.1	0.2	-	35.1	-
Subtotal	19.2	35.4	35.1	64.6	-	-	54.4	0.3	-	54.4	-
Subtotal	287.5	57.5	212.7	42.5	-	-	500.2	2.5	-	500.2	-
Operation and Maintenance costs											
Vehicles O&M	54.4	61.0	34.8	39.0	-	-	89.1	0.4	38.3	16.0	34.8
Office Operating Expenses ^e	-	-	91.8	100.0	-	-	91.8	0.5	22.9	56.0	12.8
Subtotal	54.4	30.0	126.5	70.0	-	-	180.9	0.9	61.3	72.0	47.6
POs' Contribution^f	-	-	-	-	218.2	100.0	218.2	1.1	-	218.2	-
Total	16 297.7	80.8	3 650.8	18.1	218.2	1.1	20 166.7	100.0	1 107.2	18 946.6	113.0

^a Financed by IFAD.

^b Financed by PKSf.

^c Financed by PKSf.

^d Financed by PKSf.

^e Financed by PKSf.

^f To cover overheads.



IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES

Responsibilities of PKSf

1. PKSf will have overall responsibility for project implementation under the terms and conditions of the subsidiary loan and grant agreement (SLGA). The responsibilities of PKSf are to: (i) select interested and capable medium and small NGOs as POs to provide microfinance services and technical support to beneficiaries from the moderately poor and hard-core poor groups in the project area; (ii) disburse loans to POs for on-lending to the beneficiaries and to purchase equipment for new area offices; (iii) disburse grants to POs to cover a proportion of the costs of providing technical livestock services by new and existing area offices; (iv) procure equipment and vehicles for PKSf and hire short-term national consultants as needed; (v) develop the existing MIS to include technical support and training activities; (vi) monitor the performance of POs in accordance with the MIS; and (vii) liaise with IFAD.

2. PKSf will also: (i) operate the special account under the authorization of the MOF and the project account; (ii) provide training to the staff of the POs on microfinance and the technical aspects of livestock production, and ensure the quality of the training in livestock production provided to the POs and by the POs to the beneficiaries; (iii) select staff to attend short-term overseas courses; and (iv) select livestock and poverty specialists to join the research committee.

3. In addition, PKSf will have responsibilities for planning, budgeting, reporting and for preparing and submitting withdrawal applications. It will: (i) prepare an annual work programme and budget based on the expected disbursements by the participating area offices of the selected medium and small POs during the following year for review and comment by IFAD and the cooperating institution by 15 May each year; (ii) prepare and submit half-year and annual progress reports in English, in a format acceptable to IFAD and the cooperating institution no later than 15 February and 15 August each year; (iii) prepare an annual financial statement for all project expenditures in the province for submission to IFAD and the cooperating institution by 30 September each year; (iv) continue the appointment of an independent external auditor acceptable to IFAD and arrange for the completion of the audit by 31 December each year; and (v) consolidate and submit regularly withdrawal applications for all project-financed activities for onforwarding to the MOF and IFAD for reimbursement or replenishment of the special account.

Responsibilities of POs

4. POs will have responsibility for the provision of microfinance services to the target group in the project area. In this respect, the POs will: (i) select the location for new area offices and identify target-group households following the project's targeting procedures under the overall guidance of PKSf; (ii) recruit livestock technical assistants for each participating area office; (iii) form microcredit groups from among the members of target-group households, with women accounting for the vast majority of the members; (iv) provide microfinance services to the group members in accordance with their own procedures; (v) provide technical livestock training and training in social development to the members of the credit groups; (vi) repay loans to PKSf in accordance with the loan agreements; and (vii) provide PKSf with regular reports of project lending and provision of technical training and support as required by PKSf and following the prescribed formats and timetable. The targeting arrangements, which involve participatory wealth ranking, will identify the project beneficiaries in a transparent and highly participatory way, and ensure that the project's assistance is targeted to the moderately poor and hard-core poor. Beneficiaries will: (i) identify the income-generating activity for which they will borrow from the POs; (ii) attend the regular group meetings to make savings, deposits and loan repayments; to receive technical, social and microfinance



training; and to review the performance of members' loan-financed income-generating activities; and (iii) participate in impact assessments.

Microfinance component

5. Terms and conditions for loans to POs will follow PKSf terms and conditions. Credit for lending to the beneficiaries will be repaid by POs to PKSf over three years, with a six months' grace period and a service charge of 4.5% per annum.

6. Implementation will start with PKSf making informal visits to project districts and holding discussions with NGOs that it has identified as being interested in developing technical support services to complement microfinance. Information will be collected on existing coverage by microcredit and pockets of particular poverty. Further meetings with NGOs will be held, and PKSf will select a number of NGOs (around 20 existing POs) to implement the project. From these discussions and visits, a project implementation plan will be drawn up with each NGO. This will describe the project objectives and planned activities, and set out project implementation arrangements including the preparation of annual workplans, funding requirements and monitoring arrangements. Actual field implementation will be the responsibility of these NGOs. The PKSf project coordination unit (PCU) will help in formulating these plans, which will form the basis against which the performance of the NGO will be measured.

7. For the beneficiaries, the loans provided by the PO can finance any legal income-generating activity chosen by the beneficiaries. Livestock enterprises are likely to predominate, but the choice of enterprise will reflect the requirements of the market as perceived by the beneficiaries, advised by the POs.

8. POs will follow their own procedures on group formation, group meetings, training in microcredit, group management, savings mobilization, the terms and conditions of the loans to the beneficiaries, loan disbursement and repayment arrangements, interest rates, etc. POs will provide technical training (livestock and other subjects) and technical livestock support as part of their approach to group management. There will be no special area offices specifically to handle the groups of hard-core poor, but members of each group will come from the same socio-economic group.

NGO Selection

9. PKSf's will apply their existing criteria for the selection of small and medium POs. This will include, inter alia, the following criteria.

10. The **organization** should have: (i) a legal basis (i.e. if it is a non-government and voluntary organization, it should be registered with the appropriate registration authority and have a constitution duly approved by that authority; and (ii) a general body and an executive committee approved by the relevant registration authority. In case of government, semi-government and local bodies, the organization must have followed procedures laid down in law. The organization should have mandates to: (i) operate a credit programme for the self-employment and income-generation activities of the landless and assetless, with an admissible service charge; and (ii) borrow money from government, semi-government, private and any other organizations.

11. The **organizer** or founders should be: (i) socially reputable, respected, honest, with the intention of serving the poor; and (ii) acceptable to the staff, group members and to the community in general. He or she should also have the capability and vision to develop a strategic plan for the organization.



12. **Management.** The organization should have the structure and an adequate number of full-time staff to ensure proper implementation of a microcredit programme. In addition, the chief executive should: (i) work full time for the organization and should possess the mentality to work on a long-term basis and for local organizations; (ii) have good and dynamic leadership qualities, demonstrate good management capability and be able to formulate strategic plans for the organization; and (iii) have a good reputation and be acceptable to the staff and group members, and to the community in general.

13. **Human resources.** The organization should have trained and skilled manpower to administer the organized group and to maintain a sound accounting system. Staff should be honest and dedicated.

14. The **area of operations** of the organization should be: (i) well-suited for microcredit operations with a good communications network, banking facilities and easy access to markets so that the borrowers can use their loan profitably; and (ii) poverty-stricken. In addition, there should be potential for expansion of the programme by avoiding duplication with the activities of other organizations in the same area.

15. **Field activities.** Members of the beneficiary groups will be those living in rural areas, owning less than 0.50 acre of cultivable land or having total assets worth less than one acre of land in that locality. Members of a group must be like-minded people who should be careful about group discipline, and regular in attending group meetings and in making savings deposits. Members should have a minimum of six months of practice of regular savings deposits. The organization should have at least 400 organized members, a BDT 0.2 million operating loan outstanding at field level, and at least six months of experience at successful microcredit operation. The number of organized members should be consistent with the working/operating capital of the organization. Groups should be organized within a 10 km radius of the project office. In the case of a local organization, the head office should be situated in the working/operational area. The organization has to maintain a minimum loan recovery rate of 98% on a continuous basis. For a programme operating for more than three years, a minimum loan recovery rate of 95% has to be maintained on a continuous basis. Overlapping with the activities of other organizations in the same area must be avoided.

16. **Past performance.** The organization should have: (i) a demonstrated experience of ensuring the proper use of loan money by maintaining a high recovery rate on a continuous basis; (ii) evidence of successful implementation of all programmes it has undertaken; and (iii) properly organized members and groups for successful operation of a microcredit programme.

17. **Management information system.** There should be a MIS for collecting information from member, group and office levels for proper management and monitoring and microcredit operation. Adequate information should be available regarding microcredit operations.

18. **Accounting system.** The organization should: (i) maintain a sound, systematic, correct, detailed and transparent accounting system; and (ii) not have any misappropriation or illegal withdrawal of funds. The savings accounts of the group members must be complete, transparent and correct. All the accounts (i) should be duly audited by the proper authority and the reports should be readily available; and (ii) must be correct and updated.

19. **Additional project requirements.** NGOs implementing this project will be recruited from among existing medium and small POs and will have: (i) an interest in developing and sustaining a technical support capacity in the livestock sector; (ii) a particular interest in working with the hard-core poor; (iii) a willingness to set up a separate cell for this project; (iv) good links to local, regional and national-level governments and NGO service providers in livestock, health, education and other relevant subjects; (v) an existing capacity (or prepared to develop one) to identify and select the hard-



core poor through both quantitative and qualitative approaches; and (vi) a capability to conduct baseline surveys and impact evaluations.

20. The project will target the moderately poor and hard-core poor, with the latter to account for 25% of the beneficiaries of the area offices established with project assistance. POs will use analysis of secondary data, the experience of other NGOs and wealth-ranking procedures to target the project's financial assistance at the moderately poor and hard-core poor. PKSF staff will also be actively involved in the whole process. POs will use the following four-step approach to targeting the moderately poor and hard-core poor who are the target group.

- **Review of secondary data on the poverty situation:** primary identification of poor areas using secondary data including: (i) food security index of the World Food Programme; (ii) Bangladesh Bureau of Statistics data on calorie intake; (iii) land ownership data; (iv) numbers of vulnerable group development cards of each area; and (v) poverty assessment documents of the United Nations Children's Fund.
- **Share experience** with national and local-level NGOs working with credit and/or other development programmes, which may have much experience on the poverty situation in the project districts. This data will then be used to make a list of poor districts, *upazilas* and villages, which will be cross-checked with the findings from the secondary data.
- **Wealth ranking/poverty mapping** will involve three levels of targeting: (i) selection of villages within the project districts. Based on the findings of the first two steps, there will be a prioritized list of poor *upazilas* in each of the project districts. Each poor *upazila* will be further assessed for identification of poor villages; (ii) selection of hamlets in each village with a concentration of poor households through participatory assessments using poverty mapping; and (iii) selection of households within a hamlet. Based on poverty mapping/wealth ranking, the local community will select the poor, including the hard-core poor. The criteria defined by the community will be the key to the wealth-ranking exercise. To avoid manipulation by local groups with vested interests, the stated objective of wealth ranking will be to obtain baseline data for project implementation. Details of the activities to follow will not be specified.
- **Verification:** poor and hard-core poor households will be physically verified and cross-checked and matched with the 'word pictures' of poor households. A primary list of households in each category will be prepared, with final selection following the next step.

21. Finally, there will be discussions between project staff and members of individual households to confirm their willingness to participate in the project and for one household member, preferably a woman, to become a member of a group in line with the procedures of the PO.

Technical Support Component

22. The PCU will be staffed by a team of PKSF staff, under a project coordinator. The team will include a livestock coordinator and two livestock training officers. The livestock coordinator will be a senior national livestock professional based in PKSF, who will guide PKSF in its livestock activities within the project framework. Together with the training officers, the livestock coordinator will formulate training and extension plans, help prepare training materials, identify training organizations and resource persons as trainers, and provide overall supervision of research contracts.

23. The training officers will be responsible for the organization and supervision of training. Specifically, they will assess training needs, specify training courses, draw up annual training plans, and monitor their implementation. One of the training officers will be responsible for supporting the



training of beneficiaries by NGOs, and will ensure that this training is properly carried out and of good quality. The other training officer will focus on training NGO staff, especially the technical assistants.

24. It is envisaged that the PCU itself will organize training of NGO staff, which will be contracted out to technically competent public or private-sector organizations in continuation of the practice already established by many NGOs. For instance, training of NGO livestock technical assistants could be contracted to BRAC, which already trains a similar cadre of staff for its own field offices. PKSF has considerable experience in organizing training for the staff of its partner NGOs, and trained 793 such people in 2000/1.

25. Each of the PKSF partner organizations will employ a technical assistant. The POs will be expected to draw up annual workplans with schedules for group formation, training and technical support work during the coming year. The PCU will help in formulating these plans, which will form the basis against which the performance of the PO will be measured.

26. PKSF's PCU will be supported by short-term national consultants (for a total of 39 person-months) to provide additional specialist expertise. For livestock, this will supplement the expertise of the livestock coordinator.

Monitoring and Evaluation

27. Monitoring and evaluation will be a crucial part of project implementation and will involve regular beneficiary impact assessments. PKSF will be responsible for all M&E activities, with the POs providing regular reports in accordance with PKSF procedures. The proposed system consists of two elements: (i) extension of PKSF's current monitoring system to cover training and technical support activities; and (ii) sample surveys to gather detailed information on livestock enterprises and project impact, including participatory monitoring and rapid nutrition surveys.

28. **Progress monitoring.** The PKSF monitoring system is at the centre of PKSF's routine operations. It is implemented as follows:

29. **Monthly off-site monitoring:** every month the PO sends a standard reporting form to PKSF with information on changes in borrowers, savings, loan disbursement and recovery. In addition, POs submit information on their financial performance. POs also regularly send a list of their borrowers to PKSF.

30. **Field visits by PKSF desk officers:** Field visits are the backbone of the monitoring system. Usually each PO is visited every three months and each visit lasts four days. During the visits, the monthly information submitted by POs is verified, down to the branch and individual borrower levels. PKSF officers make suggestions to improve PO management and the visit is part of the effort to develop the PO institutionally.

31. **Annual audit by internal audit team:** PKSF conducts an audit of all POs, usually annually, before sanctioning a major expansion of their loan. The audit reports are directly submitted to the managing director of PKSF.

32. **Audit by audit firm:** As a part of annual financial auditing of PKSF, an external audit firm is engaged to verify the financial position of sample POs. In the future, 100% of POs will be covered by external audit, as well as PKSF itself.

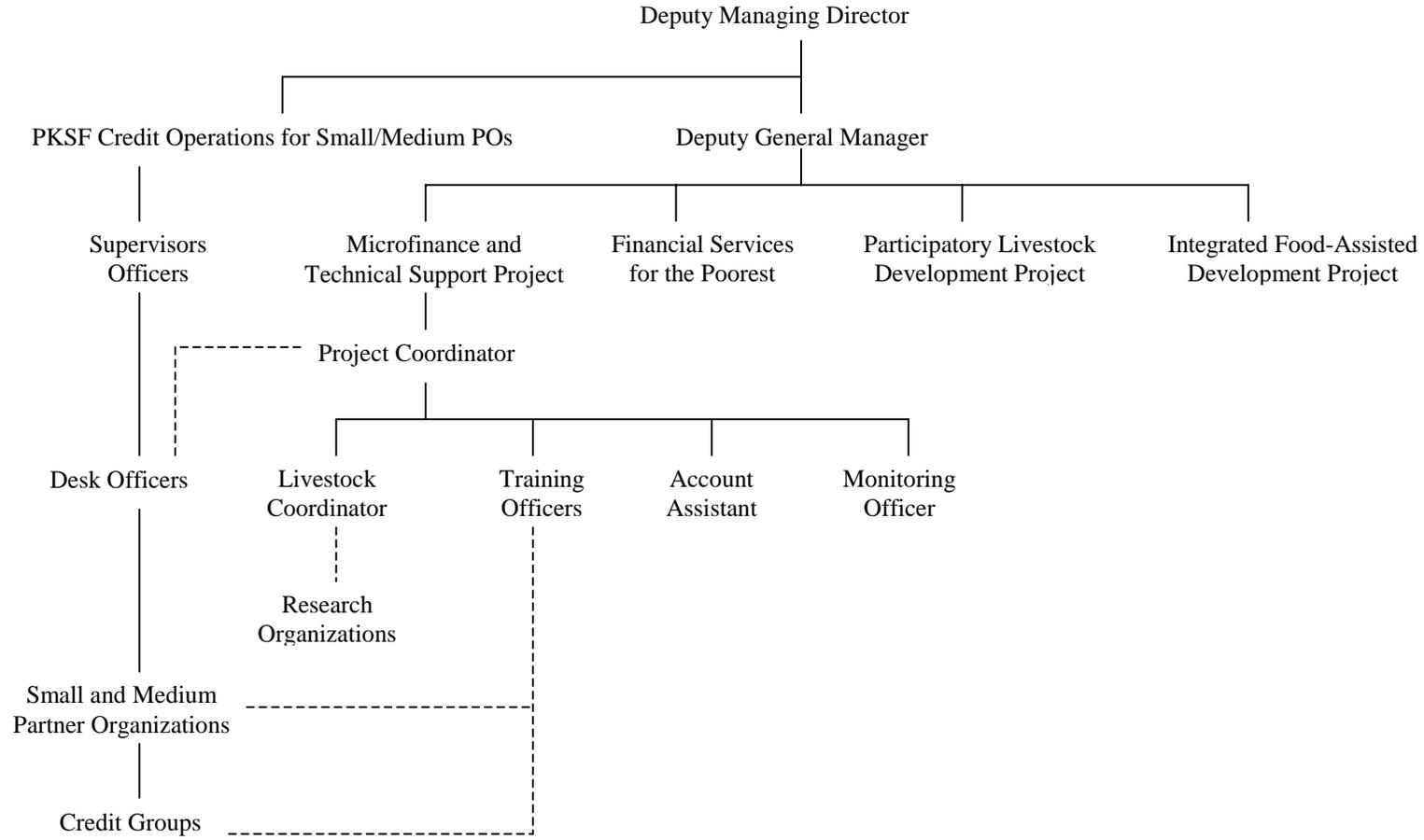
33. Information is recorded on a comprehensive computerized MIS and will provide data on outputs and activities for comparison with indicators in the logical framework. The MIS not only



includes data collected by PKSf, but it is being extended to the PO level so that they can use it for their own management data. PKSf aims to visit sufficient PO branches, groups and individual borrowers to collect enough data to be 95% certain that the information collected accurately represents the overall PO position. The monitoring officer in the PCU will be responsible for collating and analysing the data relevant to this project.

34. **Impact surveys.** The project will include three approaches to impact measurement: (i) an annual questionnaire survey of a sample of 600 beneficiaries, including control groups focused on the impact of project-related activities and undertaken by an outside agency; (ii) annual participatory impact monitoring to obtain more subjective feedback from beneficiaries, carried out by PO staff, who will receive the necessary training, with PKSf assistance; and (iii) rapid nutrition surveys in PY1, 3 and 6 carried out by an outside agency to assess the extent of stunting among children less than five years old, a good proxy for household food security.

ORGANIZATIONAL CHART



ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

1. IFAD does not require detailed economic analysis for microfinance projects for obvious reasons. The likely uptake of loans for the different livestock and off-farm income-generating activities cannot be known with any certainty. However, financial viability analysis has been performed for a number of likely livestock and non-farm income-generating investments.

2. **Livestock enterprises.** Eight livestock production models were prepared to assess the returns available to the moderately poor and hard-core poor from investing in livestock. Table 1 summarizes the financial returns from these livestock production models. Using conservative performance figures, the livestock production models are reasonably attractive, generating between BDT 219 and 5 409 per year incremental cash or in-kind benefits and providing a with-project return to labour between BDT 27 and 105 per labour-day.

Table 1: Financial Returns - Livestock Production Models

Item	Net Income after Financing (BDT/year)				Return to Family Labour (BDT/day)		
	Without Project	With Project	Incremental	%	Without Project	With Project	Incremental
<i>Desi</i> Chicken Flock ^a	759	978	219	29	21	27	^b
Local Duck Flock ^a	1 137	1 819	682	60	31	50	^b
<i>Sonali</i> Layers		1 341	1 341			37	37
Breeder of <i>Sonali</i> Chickens		2 742	2 742			38	38
Chick Rearing		3 830	3 830			58	58
Small Flock Goat Rearing		3 021	3 021			55	55
<i>Desi</i> Milking Cow Rearing		5 409	5 409			74	74
Beef Fattening ^a	2 132	5 742	3 610	169	58	105	198

^a Existing enterprises in without-project situation.

^b There is no incremental labour in the *desi* chicken and local duck models so there are no incremental returns to incremental labour.

3. **Non-farm income-generating activities.** In addition to livestock, other opportunities for economic growth and investment in rural areas are village-level activities such as workshops, petty trade, rickshaw/van operation, boating, weaving, mat making, etc. Table 2 summarizes the financial returns from a sample of such enterprises with small credit requirements. All these enterprises have labour requirements within the capacity of the moderately poor and hard-core poor families and the returns are attractive to these groups.

Table 2: Financial Returns- Off-farm Enterprise Models (BDT)

Item	Net Income After Financing (BDT)	Labour-days	Return per Labour-day (BDT)
Rice Trading	8 587	64	134
Bamboo Basket Making	7 892	96	82
Snack Production	2 802	36	78
Rice Husking	5 244	64	82
Puffed Rice Production	5 254	96	55

4. **Household models.** Four farm models have been prepared to analyse the impact of the project on the income of target-group households. The increase in income for new credit groups has been

calculated assuming adoption of the livestock and non-farm enterprises listed in the above tables. The four models in Table 3 are partial household models and do not include non-farm sources of income such as remittances.

Table 3: Household Models – BDT

Category of Beneficiaries	Scenario		Net Annual Income (BDT)			Household Labour (days)			Return per day	Incl. Return per Inc. day
			p.a.	Increment	%	All	F	M		
Model 1 – Moderately Poor-Existing Credit Group	Without Project		17 455			394	142	252	44	
	With Project		21 438	3 983	23	412	155	258	52	221
Model 2 – Moderately Poor-New Credit Group	Without Project		15 323			358	118	240	43	
	With Project	Minimum	17 037	1 714	11	382	134	248	43	71
	With Project	Maximum	23 798	8 476	55	454	167	288	56	88
Model 3 - Hard-Core Poor –New Credit Group	Without Project		9 946			288	103	185	35	
	With Project	Minimum	11 287	1 341	13	324	127	197	35	37
	With Project	Maximum	17 838	7 892	79	384	151	233	50	82
Model 4 - Hard-Core Poor –New Credit Group – Woman-Headed Household	Without Project		5 647			180	180		31	
	With Project	Minimum	6 075	428	8	180	180		34	
	With Project	Maximum	12 634	6 987	124	180	180		70	

5. **Labour availability.** Labour should not be a constraint as households with two people working, of whom one is only available for 50% of the time, can provide the extra labour required. The enterprises proposed will only marginally increase the amount of monthly labour required, which will be provided by available household labour (men and women). Overall, the increase in annual income ranges from 8 to 124%. These estimates are in line with the experience of existing microcredit programmes and should provide a sufficient incentive for the beneficiaries to take up credit, although several loan cycles are normally needed to lift a household out of poverty.

6. **Viability of NGO area offices.** The cost of operating a new area office is BDT 500 300 per annum. Projections of cash flow and profit/loss for a new area office shows the area office to be profitable from year 2 when there is a profit of BDT 60 000, which increases to BDT 1.0 million in year 9. With the planned grant assistance from PKSF to finance a proportion of the salary costs, the annual cash flow of the area office is always positive, thus providing an adequate financial incentive for POs to participate in the project. The analysis demonstrates that the POs will be able to continue to provide livestock technical support and training together with microfinance services when project assistance ends. A sensitivity analysis shows that even with lower average loan sizes and fewer members, the area office is still financially viable and profitable from year 3. For example, with 20% fewer members and a 20% reduction in the average loan size, the profit is BDT 200 000 (USD 3 450) in year 3, increasing to BDT 480 000 (USD 8 275) in year 10.

